

Ecrit par le 22 novembre 2024

L'avignonnais Thierry Calderon est l'opticien de l'année 2024



L'avignonnais [Thierry Calderon](#), 55 ans, vient de remporter le prix de l'opticien de l'année. Il succède à la vendéenne Sylvine Kohler, lauréate 2023. Le Vauclusien, vainqueur en finale parmi les 7 candidats nationaux, a reçu son prix dès main de [Jean-Michel Lambert](#), président du Sidol (Syndicat des importateurs et distributeurs en optique lunetterie), ce vendredi, au Sénat dans le palais du Luxembourg à Paris.

Cette distinction récompense les opticiens les plus engagés parmi les 12 400 que compte la France. C'est la première fois que ce prix est attribué à un opticien du Vaucluse.

Créé en 1989 par le Sidol, ce prix d'opticien de l'année 2024 récompense l'approche professionnelle, le dynamisme, l'éthique ou bien encore la créativité des professionnels du secteur.

« Ce prix revêt une signification particulière, non seulement parce qu'il représente la reconnaissance du travail et des valeurs qui m'animent au quotidien, mais aussi parce qu'il me place aux côtés de personnalités qui ont marqué notre profession par leur excellence, explique Thierry Calderon déjà lauréat du concours du Meilleur Franchisé et Partenaire 2016 décerné par l'IREF (Institut de Recherche et de Formation de la Franchise). Je n'oublie pas à qui je dois ce prix : à ma femme, à mes équipes, à mes

Ecrit par le 22 novembre 2024

partenaires et à ma coopérative. »

Thierry Calderon a débuté son aventure entrepreneuriale en 2000. Aujourd'hui, il est à la tête de 8 magasins [Krys](#) et un magasin [You do](#) situés dans la cité des papes (Mistral 7 et Avignon centre), le Grand Avignon (Morières et Les Angles), à Apt, à Pertuis et à Arles (centre ville et centre commercial Leclerc). Il y dirige une équipe de plus de soixante salariés.



De gauche à droite : [Pierre Fournier](#), président de Krys group, leader de l'optique en France, [Thierry Calderon](#) et [Jean-Pierre Champion](#), directeur général chez Krys group.

« Je sais ce que je dois à mon équipe. »

Thierry Calderon, opticien de l'année 2024

Ecrit par le 22 novembre 2024

Des collaborateurs à qui il a rendu un vibrant hommage lors de sa remise de prix : « La vie de manager est loin d'être un long fleuve tranquille et j'avoue avoir régulièrement des envies d'île déserte. Mais au fond de moi, je sais ce que je dois à mon équipe, et si je devais demain relever des défis à l'autre bout du monde, ce serait avec eux que voudrais les affronter Je veux bien me reconnaître une qualité : celle de savoir m'entourer. Par des profils différents, complémentaires au mien. Et par des personnes plus compétentes que moi dans leur domaine. Au fil des années, j'ai pu les faire grandir, j'ai appris à déléguer et à les fédérer autour d'un projet ambitieux. Et mes équipes m'ont constamment challengé, m'obligeant à repousser mes limites à grandir dans mon poste d'opticien et celui de manager. »

« Ce prix récompense son engagement pour le collectif, sa quête d'une expérience client optimale, son implication locale pour instaurer la confiance avec l'ensemble de ses partenaires et sa démarche RSE sincère », complètent de [Pierre Fournier](#), président de Krys group, leader de l'optique en France, et [Jean-Pierre Champion](#), directeur général chez Krys group, présents lors de la remise de prix à Thierry Calderon.

Rejet de la ratification du CETA au Sénat : les viticulteurs et le sénateur Jean-Baptiste Blanc hors d'eux

Ecrit par le 22 novembre 2024



Depuis 2019, cet accord entre l'Union Européenne et le Canada (CETA = Comprehensive Economic & Trade Agreement), n'a jamais été ratifié. Hier, au Palais du Luxembourg, il a été rejeté à une écrasante majorité, ce que dénonce le sénateur LR de Cavaillon, Jean-Baptiste Blanc qui participait à La Taille de la Vigne des Papes à Avignon ce jeudi 21 mars.

« Le Canada est le 4ème marché d'export pour nos vignerons de la Vallée du Rhône. Il représente 77 000 hl et un chiffre d'affaires de 51M€. Il progresse régulièrement de 5% en valeur et de 4% en volume depuis 2016 et les Côtes-du-Rhône sont la 1ère AOP (appellation d'origine protégée) exportée vers le Canada. Quel gâchis. C'est surréaliste. » dénonce-t-il.

[Voir ici les votes](#)

Dominique Santoni : une cavalière promue au grade de chevalier



C'est dans son fief d'Apt, au milieu des siens, de son Histoire et de nombreux officiels que la présidente du département de Vaucluse s'est vue remettre les insignes de chevalier de la légion d'honneur par le président du Sénat Gérard Larcher.

« Le canton d'Apt ne m'est pas étranger », a attaqué en préambule de cette cérémonie Gérard Larcher. Il faut dire que le président du Sénat y est venu à de nombreuses reprises soutenir Dominique Santoni dans ses combats électoraux. Il ne lui est également pas étranger pour 'ses papilles' car Gérard Larcher avouera apprécier particulièrement un vin de Ménerbes, 'l'Infante' produit d'ailleurs par le premier magistrat de cette commune. Le ton était donné : la cérémonie sera sur un ton intime et personnel pour

Ecrit par le 22 novembre 2024

le deuxième personnage de l'État.

Haute valeur républicaine

Rappelant la valeur hautement républicaine d'une telle décoration, Gérard Larcher déroulera ensuite le parcours professionnel de la présidente du Département dans différentes sociétés de communication parisiennes pour finir par créer sa propre agence et avoir des bureaux à Paris, Londres et Milan. Viens ensuite l'heure du choix entre New York et Apt et se fût Apt.

« Le canton d'Apt ne m'est pas étranger. »

Gérard Larcher

Il poursuit par l'histoire familiale de l'ex maire d'Apt. Un grand-père maternel, Eugène Baudoin, maire de la ville pendant 16 ans avant d'être révoqué en 1940 par le gouvernement de Vichy et nommé par la suite maire d'honneur de la ville. Un père, Georges Santoni, maire d'Apt de 1965 à 1971 et deux fois élu député de Vaucluse dont en 1958. « Et ça compte » dira le président Larcher, gaulliste convaincu.

Première femme président du Conseil départemental de Vaucluse

Place ensuite au parcours politique de Dominique Santoni, ses échecs et ses succès. Elue conseillère départementale et puis maire d'Apt au premier tour en 2015 avant d'être réélue au conseil départemental en 2021 et en devenir la première femme présidente.

Petit rappel aussi de toutes les actions accomplies depuis le début de son mandat : collègues, routes, social mais également sur la santé « qui n'est pas une compétence du département mais une attente de tous les maires de France » comme le stipulera le président du Sénat.

[Une femme à la tête du Département pour la première fois](#)

Une passion commune

Moment de complicité avant la remise de la décoration : leur passion commune pour le cheval. L'occasion pour l'ancien vétérinaire équin de l'équipe de France d'équitation d'appuyer sur cette ferveur équestre en citant l'ancien secrétaire perpétuel de l'académie française, Jean Mistler : « Le cheval joue dans l'histoire le rôle d'un piédestal qui se déplacerait. » La transition était toute trouvée par le normand pour décorer ensuite officiellement l'aptésienne au grade de chevalier de la légion d'honneur.

Écrit par le 22 novembre 2024

« Cette légion d'honneur, je veux la partager avec vous tous. »

Dominique Santoni

Rejoindre un ordre qui compte

« Recevoir la légion d'honneur, c'est rejoindre un ordre qui compte dans ses rangs de grands noms de l'histoire de France, depuis plus de deux siècles et sa création par Bonaparte, précise-t-elle. Premier consul... Un Corse déjà... » . Avant de poursuivre : « Cette légion d'honneur, je veux la partager avec vous tous. »

La présidente eu ensuite un mot pour sa famille et ses proches : « quand on s'appelle Santoni, la famille c'est sacré ! Nous avons eu la chance, ma sœur et moi de grandir aimées, entourées de deux parents qui avaient fait de leurs différences de caractère comme d'inclination, une complémentarité. A mon père, la rigueur, l'exigence, la droiture qui n'excluait ni l'ouverture d'esprit, ni un humour féroce. A ma mère, la légèreté, le sens de la relativité, « tout est important mais rien n'est grave ». Et lorsque on a du sang corse, la famille c'est un peu plus que la famille, c'est un clan. La famille élargie aux amis et à tous les êtres chers. »

Elle poursuit ensuite sur son expérience professionnelles et d'ajouter « Chef d'entreprise un jour, chef d'entreprise toujours, j'aborde encore les défis avec pragmatisme, toujours à la recherche des solutions, rarement résignée face à des problèmes qui pourraient sembler pourtant insurmontables. »

Un peu de politique quand même...

Vint ensuite un moment plus politique avec ses débuts dans la vie publique « Que de chemin parcouru, tous ensemble, en l'espace de seulement 10 ans et cette première élection municipale de 2014, qui reste pour moi une date fondatrice. Une équipe soudée, avec le collectif et la bonne humeur comme moteur, où les compétences, la capacité de travail et les idées étaient plus importantes que la carte militante. Nous n'étions pas la liste de droite contre la liste de gauche, nous étions -et nous demeurons- la liste d'Apt pour Apt. Ensemble nous avons vécu de beaux moments. »

« Cette légion d'honneur je la dédie donc à Apt, au Vaucluse et à ma Province, la Provence »

Dominique Santoni

Et de rajouter : « Lorsque que l'on a une ambition pour sa ville ou son département, on ne se bat pas contre des adversaires politiques. On se bat d'abord et avant tout 'pour' sa ville, son département et leurs habitants. Il est là pour moi, le sens et l'unique sens du combat politique : « se battre pour ».

Ecrit par le 22 novembre 2024

Elle précisa ses profondes motivations à faire de la politique, « On me pose souvent la question de savoir pourquoi j'ai choisi de faire de la politique. On le demande d'ailleurs plus souvent aux femmes qu'aux hommes, n'est-ce pas ? Par atavisme familial ? Je ne pense pas, même si mon père reste un exemple pour moi. Ma motivation vient de mon empathie. Je fais de la politique parce que j'aime les gens, aller à leur rencontre, parce je sais l'importance de l'écoute, d'un sourire, d'une poignée de main... Je crois en la possibilité de changer des choses et de faire le bien pour le plus grand nombre. »

Le Département : un échelon pivot de la France

Par la suite elle partagera cette distinction avec les élus et les agents du Parc naturel régional du Luberon dont elle est présidente mais également avec ces collègues conseillers départementaux et tous les services du département de Vaucluse en ajoutant que « Le Département est j'en suis convaincue, l'échelon pivot des collectivités locales : suffisamment grand pour avoir un impact significatif, suffisamment proche pour rester réactif et accessible à tous. »

« La France a une histoire singulière, où la nation se confond avec l'Etat. L'État central, l'État Nation. Cette verticalité et cette centralité de l'état montrent aujourd'hui leurs limites. « Paris sera toujours Paris » mais si Paris est 'CAPITALE' rien ne justifie pour autant de vouloir écrire Province en minuscules. Province, au singulier comme au pluriel, est l'un des très jolis mots de la langue française. »

Et pour conclure « Cette légion d'honneur je la dédie donc à Apt, au Vaucluse et à ma Province, la Provence. La plus belle de toutes les Provinces de France. »

Télévision : A table avec le sénateur Jean-Baptiste Blanc

Ecrit par le 22 novembre 2024



Le sénateur de Vaucluse, [Jean-Baptiste Blanc](#), est l'invité de la prochaine émission '[Manger c'est voter](#)' diffusée ce vendredi sur la chaîne [Public Sénat](#).

Le principe ? « Élus par les territoires, les sénatrices et les sénateurs connaissent le terrain et côtoient les acteurs de notre patrimoine agricole et nourricier, tout ce qui fait de la France un pays où le contenu de l'assiette relève d'un engagement quotidien, expliquent les responsables de l'émission. Tous les mois, Vincent Ferniot rencontre ces hommes et ces femmes, en compagnie d'un sénateur ou d'une sénatrice, sur son territoire. »

A cette occasion, le parlementaire vaclusien fera découvrir le terroir du département ainsi que ses richesses gastronomiques et pastorales. Il passera également derrière les fourneaux en compagnie de la cheffe étoilée vaclusienne, [Nadia Sammut](#).

Quelques images du tournage de l'émission.

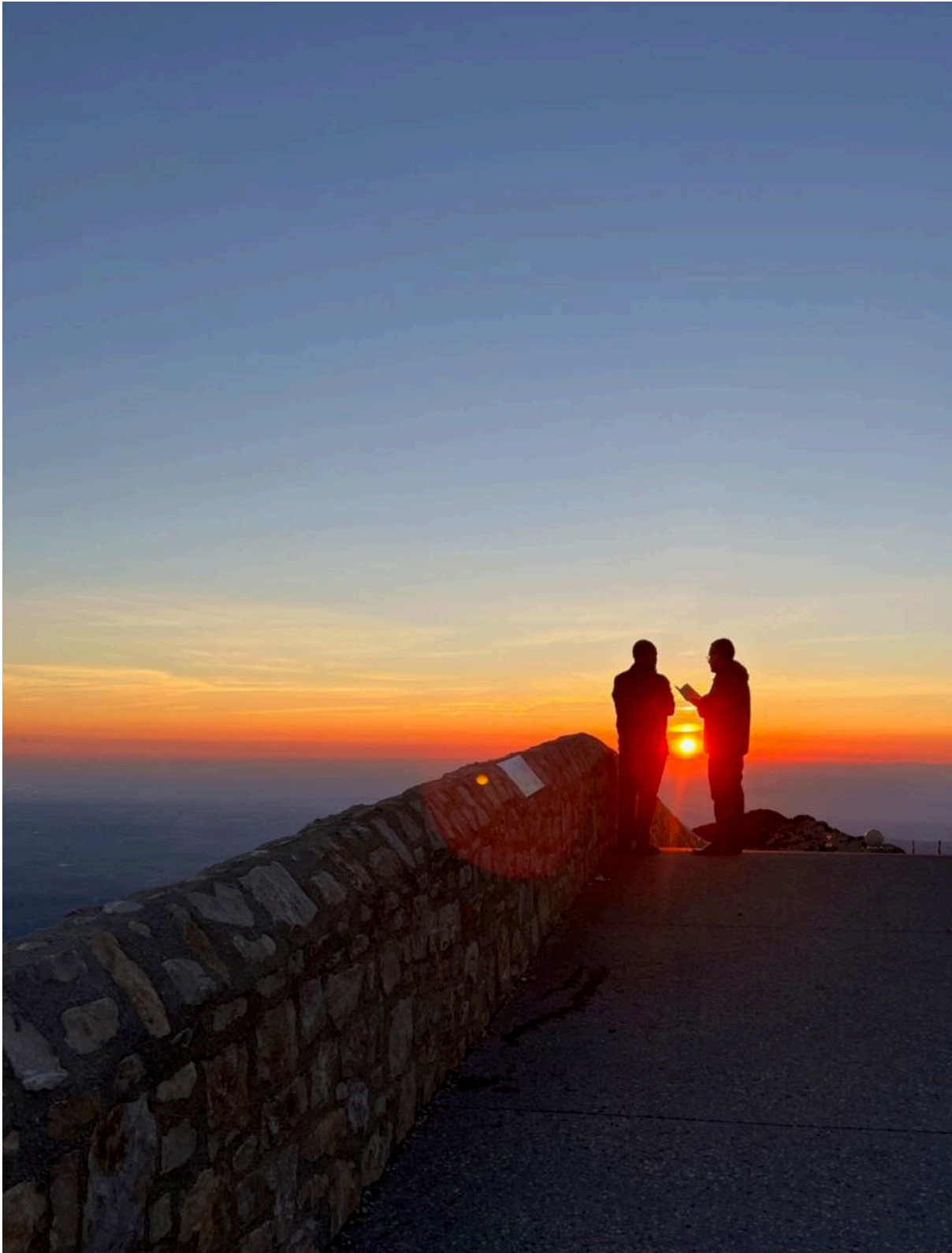
Ecrit par le 22 novembre 2024



Écrit par le 22 novembre 2024



Écrit par le 22 novembre 2024



Écrit par le 22 novembre 2024

'[Manger c'est voter](#)'. Première diffusion le Vendredi 24 novembre 2023 à 19h. Sur [Public Sénat](#).

L.G.

Le vauclusien Jean-Baptiste Blanc devient vice-président de la Commission des Finances du Sénat



[Le sénateur de Vaucluse Jean-Baptiste Blanc](#) vient d'être nommé vice-président de la Commission des Finances du Sénat.

Désigné par ses pairs, celui qui est aussi conseiller départemental et rapporteur du budget du Département de Vaucluse, est « pleinement honoré de cette nomination et mesure la responsabilité qui est la sienne aujourd'hui ».

Au menu du parlementaire vauclusien le Projet de loi de Finances 2024 où il entend veiller tout particulièrement « à l'intérêt des communes ». Dans cette optique, il souhaite notamment travailler avec

Écrit par le 22 novembre 2024

les élus vauclusiens « pour y apporter les modifications utiles à nos territoires ».

Et face aux contraintes budgétaires sévères et à l'inflation croissante, le Jean-Baptiste Blanc assure qu'il sera « aux côtés des élus pour garantir leur marge de manœuvre financière (DETR, DSIL, fonds vert) ainsi que le financement des moyens nécessaires pour assurer des services publics de qualité.

En mission pour le Logement puis sur la Zan

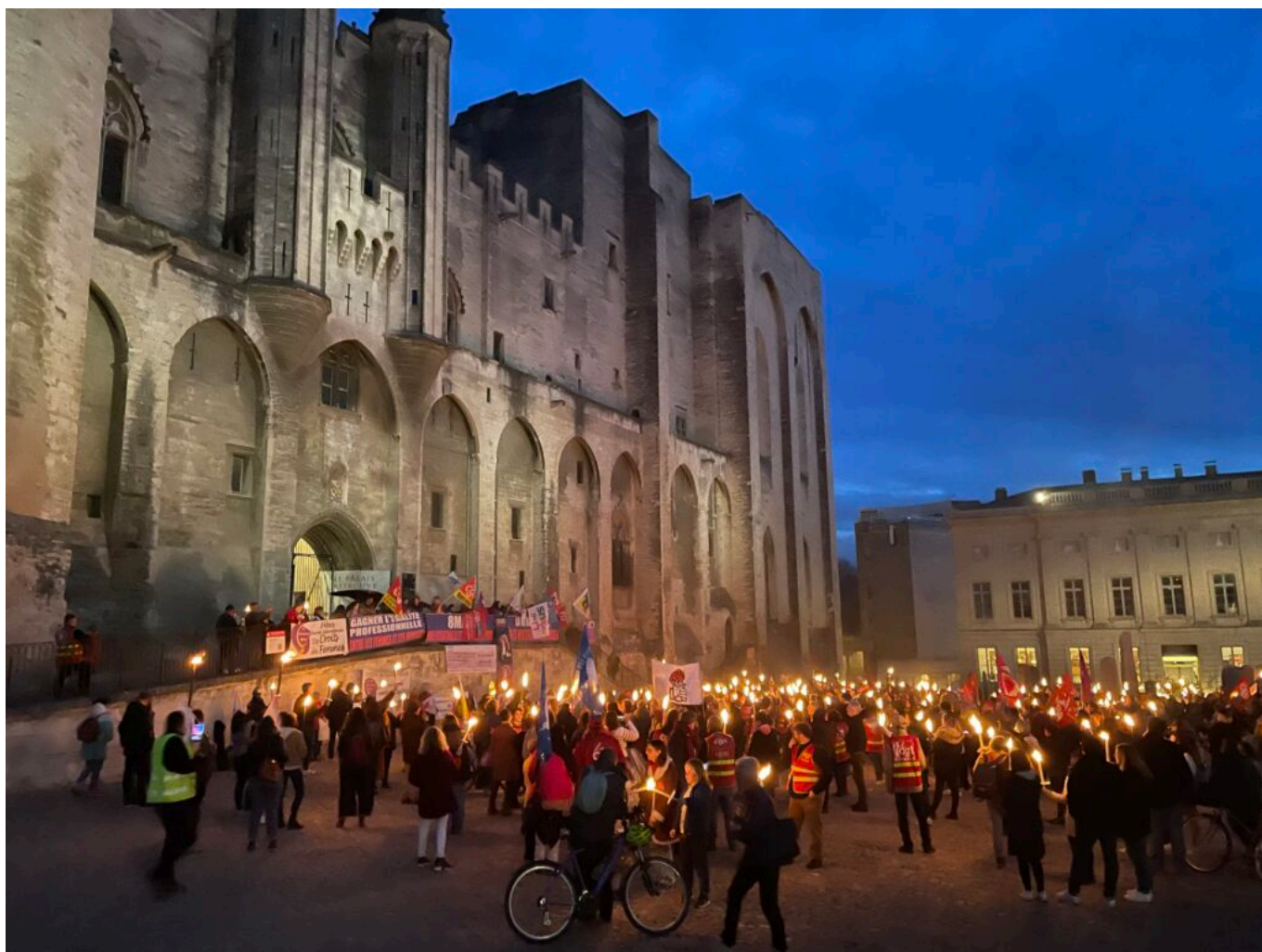
La mission « Logement », secteur qui connaît une crise sans précédent, demeure particulièrement sous sa responsabilité. Sur ce sujet, il est impératif d'apporter des mesures d'urgence et des solutions concrètes et rapides.

Un autre chantier majeur s'ouvre : celui de la fiscalité du ZAN (Zéro artificialisation nette) et du financement de la renaturation et de la biodiversité. « Le Sénateur Jean-Baptiste Blanc n'avait pas souhaité inclure ces volets dans sa proposition de loi ZAN sans en mesurer pleinement les conséquences sur les collectivités mais c'est sans contexte, la prochaine étape de son travail sur ce sujet entamé depuis plus de 2 ans maintenant. En tant que Sénateur dans le Vaucluse, il souhaite associer pleinement tous les élus vauclusiens à ces travaux et ainsi construire, ensemble, l'avenir de nos territoires. »

L.G.

Lucien Stanzione, vent debout contre la réforme des retraites

Ecrit par le 22 novembre 2024



«Le report de l'âge de la retraite c'est voler deux ans de vie aux travailleurs» a déclaré [Lucien Stanzione](#), sénateur de Vaucluse. La République, l'égalité et la démocratie sont bafouées.»

«Cette nuit, au Sénat, après de nombreuses manœuvres de procédures, on y est ! s'indigne Lucien Stanzione. La majorité sénatoriale dominée par Les Républicains avec les centristes et la majorité présidentielle ont voté avec le Gouvernement dans la nuit du 8 mars, le report de l'âge de la retraite à 64 ans pour tous. Pourtant de nombreux vauclusiens n'atteindront pas l'âge de la retraite. Ils n'en profiteront pas compte-tenu de la pénibilité de leurs métiers. Ils ont juste le droit de cotiser. Avec cette loi, on va leur voler deux années de leur vie. Je continue de me battre article par article pour repousser et éviter ce mauvais texte. Nous pouvons collectivement faire reculer le Gouvernement par une mobilisation de tous, » assure l'homme politique.

En savoir plus

Le vote reportant de 62 à 64 ans l'âge de départ légal a été acquis par 201 voix contre 115, sur 345

Écrit par le 22 novembre 2024

votants. L'adoption définitive de la réforme pourrait intervenir le 16 mars.

Lucien Stanzione est membre de la Commission de la Culture, de l'éducation et de la communication et de la délégation aux Collectivités territoriales et à la décentralisation.



Manifestation au flambeau contre la réforme des retraites le soir du 8 mars devant le Palais des papes

Annulation des festival de l'été 2024, Lucien

Écrit par le 22 novembre 2024

Stanzione vent debout au Sénat



«L'annonce du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin d'une potentielle annulation des

Ecrit par le 22 novembre 2024

festivals en 2024 pour concentrer l'action des forces de l'ordre sur les Jeux olympiques et paralympiques de Paris est un nouveau coup de rabot sur notre ruralité et identité ! S'irrite [Lucien Stanzione](#), sénateur de Vaucluse, sans compter qu'une telle décision conduirait à opposer le sport à la culture ou l'Ile-de-France aux autres territoires, alors qu'un équilibre est nécessaire !»

C'est ainsi que Lucien Stanzione est intervenu au Sénat lors de l'examen du Projet de Loi de Finances 2023 du ministère de la Culture, interpellant la ministre de la culture Rima Abdul Malak sur les conséquences d'une telle décision sur les territoires de Vaucluse.

Non à l'annulation des festivals

Le sénateur a, par ailleurs, rencontré le Conseiller Culture d'Elisabeth Borne Première ministre, échangé avec Violaine Démaret, la Préfète de Vaucluse. Au plan de la culture, l'homme politique se dit très proche des filières culturelles, des organisateurs de festivals nationaux et locaux.

30 sénateurs pour soutenir 7 000 festivals et manifestations culturelles

Dans ce cadre, et en lien avec le Président de la Commission de la Culture, les 30 sénateurs de cette Commission ont signé une [Tribune](#) parue dans le [Monde](#) du 7 décembre dernier. Dans cette lettre ouverte ils disent leur émoi pour la possible annulation des 7 000 festivals et manifestations culturelles françaises 'qui rassemblent' et regrettent qu'aucune concertation avec les organisateurs de festivals n'ait été organisée auparavant.

Un Ministère de la Culture tenu à l'écart ?

Egalement les sénateurs déplorent que le Ministère de la Culture soit tenu à l'écart des discussions entre le ministère de l'Intérieur, celui des Sports et le Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques et demandent la nomination d'un référent festival au sein du Ministère de la Culture ainsi que d'un interlocuteur attitré dans chaque direction régionale des affaires. Pour eux, le sport ne doit pas être opposé à la culture -dont l'écosystème a durement été touché lors du Covid-.

La sécurité

Le motif de cette possible annulation des festivals portant sur les enjeux de la sécurité, les sénateurs proposent la participation de l'armée à la sécurisation des lieux : « Le projet de faire parcourir aux délégations un trajet de 6 km sur la Seine et d'accueillir 600 000 spectateurs est certes spectaculaire mais son ampleur et sa configuration soulèvent des difficultés en termes de sécurisation qui peinent à être résolues.»

Écrit par le 22 novembre 2024



Copyright Mireille Hurlin

Ecrit par le 22 novembre 2024

(Vidéo) Fiscalité de l'objectif Zéro artificialisation nette, quelles pistes de réflexion ?

L'atteinte de l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN) rend plus urgente, une refonte de la fiscalité locale, notamment foncière. Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), à la demande de la commission des finances du Sénat, s'est livré à une étude sur le sujet qui a été présentée ce 26 octobre. De premières mesures pourraient être prises sans tarder, tandis que d'autres appellent des évolutions structurelles sur un plus long terme.

« Le chemin qui reste à parcourir pour mettre en cohérence la fiscalité locale et l'objectif ZAN [zéro artificialisation nette] est encore long », reconnaît Patrick Lefas vice-président le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), d'autant que le terrain quasi-vierge et mal documenté. Les conclusions de l'étude menée par l'antenne de la Cour des comptes à la demande de la commission des finances du Sénat pour faire suite au rapport de contrôle budgétaire de [Jean-Baptiste Blanc](#) sur les outils financiers de l'objectif ZAN ([remise à plat de la fiscalité locale](#)) devraient permettre de nourrir des amendements sur cette problématique. La saisine du CPO portait sur deux questions : l'objectif du ZAN va-t-il modifier les recettes fiscales des collectivités territoriales et des groupements ? La fiscalité locale peut-elle envoyer un signal-prix aux acteurs économiques pour faciliter l'atteinte de l'objectif ZAN ?

Un travail de longue haleine

« Certaines pistes peuvent recevoir une mise en œuvre immédiate, notamment à partir de taxes existantes encore peu mobilisées par les élus locaux. D'autres appellent en revanche des évolutions à plus long terme et nécessitent un changement de paradigme et des travaux complémentaires a exposé Jean-Baptiste Blanc,

La contribution du CPO vient compléter le récent rapport remis par la Cour des comptes sur les scénarios de financement des collectivités territoriales ([Evolution du financement des collectivités territoriales](#)), dont il reprend d'ailleurs certaines propositions. La question de la différenciation y est abordée « en essayant d'avoir une palette d'outils la plus ouverte laissée à la disponibilité des élus et exécutifs locaux », indique Claire Falzone, conseillère référendaire, qui fait partie du trio de rapporteur du CPO. Celui-ci s'est pour l'instant concentré sur un périmètre qui représentait en 2021 un total de 65,4 milliards d'euros, soit un peu plus du tiers des impôts et taxes perçus par les collectivités.

Patrick Lefas vice-président le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO)

Pas de signaux positifs ou négatifs de la fiscalité locale sur l'artificialisation

De l'expertise de l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) et de l'IFSTTAR (Institut français

Ecrit par le 22 novembre 2024

des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux) conduite en 2017 sur le processus d'artificialisation, et des échanges sur le terrain, l'étude tire un premier constat : la fiscalité locale n'est qu'un déterminant « marginal » et n'envoie pas particulièrement de signaux en la matière. « Le poids économique de la fiscalité locale qui représente 5% des charges dans une opération immobilière ne peut avoir pour effet d'influencer de manière significative les décisions d'artificialisation », explique Patrick Lefas. A l'inverse, elle ne comporte pas davantage d'incitation en faveur de la renaturation ou de la conservation en l'état d'une parcelle non artificialisée. Le CPO ouvre toutefois une fenêtre de tir, convaincu qu'à court terme, « des dispositifs fiscaux ciblés peuvent favoriser la mise en œuvre du ZAN ».

Supprimer le critère du nombre d'habitants

Pour envoyer un signal-prix, il recommande de supprimer le critère du nombre d'habitants (ville de plus de 50 000 habitants) pour la taxe sur les logements vacants et la majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, tout en conservant le critère de tension sur le marché immobilier. Et propose également de fusionner les deux taxes sur les logements vacants en une taxe unique transformée en impôt local. Sur le recyclage urbain, les outils fiscaux existants apparaissent aujourd'hui peu sollicités et souvent moins incitatifs que les instruments budgétaires.

Une boîte à outils optionnelle

En termes de méthode le CPO privilégie donc « une boîte à outils optionnelle » laissée à la main des exécutifs locaux et évaluée périodiquement. Pour cela, il est proposé d'inscrire à l'ordre du jour des assemblées municipales et communautaires, dans le cadre du rapport triennal sur l'artificialisation des sols, un débat portant sur le recours aux instruments fiscaux d'urbanisme concourant à l'objectif ZAN. Une autre recommandation porte sur les exonérations et abattements appliqués à la fiscalité locale, qui devraient être réservés aux opérations sur zones déjà artificialisées, en particulier les opérations de recyclage urbain.

Accompagner la redistribution des recettes foncières

Les rentes engendrées par un foncier plus rare devront être mutualisées, souligne le CPO, qui préconise sur le moyen terme, d'augmenter le taux de la taxe locale sur les plus-values de cessions de terrains nus rendus constructibles et d'envisager la suppression de la clause « des 18 ans » au-delà de laquelle ces plus-values sont aujourd'hui exonérées. On peut en effet s'attendre à ce que les impacts du ZAN au niveau local soient « très contrastés » entre les collectivités, relève-t-il.

DR

La valeur marchande d'un terrain

La territorialisation des droits à artificialiser redistribuera entre collectivités la dynamique des recettes fiscales, et bousculera aussi les dotations de l'Etat, la DGF (dotation globale de fonctionnement) corrélée au développement des communes au premier chef. L'étude attire donc l'attention sur la nécessité d'intégrer les effets du ZAN dans les mécanismes de solidarité et de péréquation horizontaux et verticaux. La dotation budgétaire de soutien aux communes « pour la protection de la biodiversité et la valorisation des aménités rurales » créée en 2019 est citée en exemple. Il y a bien là une faille : « la

Ecrit par le 22 novembre 2024

valeur marchande d'un terrain non artificialisé ne reflète pas sa contribution systémique ».

Refonte des systèmes de financement des collectivités

Dans le même esprit, le CPO recommande d'articuler l'objectif ZAN avec les réflexions en cours sur la refonte des systèmes de financement des collectivités. Ainsi dans le sillage des travaux de la Cour des comptes, il envisage l'affectation des DMTO (droits de mutation à titre onéreux) au bloc communal et d'étudier la pertinence de taux variables de DMTO en fonction du caractère artificialisant des opérations immobilières. Les effets du ZAN doivent a minima être intégrés dans les projections réalisées pour la refonte des valeurs locatives cadastrales pour prévoir « des mesures de correction ou de compensation si les résultats vont dans un sens contraire à cet objectif », soutient également Patrick Lefas.

Affiner la connaissance des impacts financiers du ZAN

Le CPO insiste sur ce travail de chiffrage qui devra être réalisé par les administrations compétentes, également pour identifier les pistes de financement envisageables. Pour l'heure, on dispose d'un aperçu partiel sur le seul périmètre de l'évaluation du coût de réhabilitation des friches conduite par le cabinet Carbone 4 à la demande de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), avec une fourchette large comprise entre 77 et 106 milliards d'euros. « En l'absence d'un tel chiffrage, toute réflexion sur une éventuelle taxe ZAN serait très prématurée », relève Patrick Lefas. En revanche, il pourrait être utile d'étendre à l'ensemble du territoire la couverture géographique des établissements fonciers (sont concernées Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val de Loire) et de la taxe spéciale d'équipement qui leur est affectée. Il est donc possible d'utiliser davantage la fiscalité locale pour encourager les comportements favorables au ZAN, appuie pour conclure le CPO, « mais il faut s'assurer de l'efficacité et de l'acceptabilité de ce levier ».

La taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement présente des caractéristiques intéressantes qui pourraient en faire un instrument adapté à cet objectif, comme le montrent plusieurs modifications récentes à travers le zonage de taux. C'est pourquoi le rapport recommande d'étudier la pertinence d'un système de bonus-malus dans le calcul de la taxe d'aménagement pour favoriser les opérations de dépollution ou de réaménagement et taxer davantage les opérations artificialisantes. Ce type de mécanisme pourrait faire des petits et s'étendre à d'autres taxes locales, qu'il s'agisse des impôts de stock (taxes foncières) ou de flux (DMTO).

Source Banque des territoires

MH

Ecrit par le 22 novembre 2024

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, défend la filière de la lavande et du lavandin

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, poursuit son combat pour que la filière de la lavande et du lavandin de Vaucluse puisse perdurer. Il est intervenu au Sénat pour 'La prise en compte des territoires, des savoir-faire et des cultures dans l'élaboration de réglementations européennes d'harmonisation', face à Laurence Boone, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe.

Le sénateur Stanzione a commencé par planter le décor : «La France est le premier producteur mondial d'essence de lavandin et le deuxième d'huile essentielle de lavande. Ces productions sont concentrées dans trois départements du sud-est de la France : le Vaucluse, la Drôme et les Alpes de Haute-Provence, qui comptabilisent 87 % des superficies nationales. Ces productions emblématiques de la Provence sont créatrices de valeur ajoutée.»

Le cours de la lavande a chuté de 60% en 3 ans

«Dans mon département de Vaucluse, qui comprend notamment les contreforts du Mont Ventoux, j'ai été alerté, dès le mois d'août 2021, par les maires, les agriculteurs et les distillateurs de lavande et de lavandin de la crise économique majeure que traverse la filière, en raison de la très forte baisse des cours - moins 60 % en trois ans -, engendrée par une surproduction importante, par un doublement des surfaces plantées en dehors des zones historiques de cette culture, en particulier dans l'immense plaine de la Beauce.»

Hausse des coûts de l'énergie, sécheresse, prolifération du ravageur cécidomyie

«Les coûts de l'énergie sont venus s'ajouter à cette situation, ainsi que des aléas climatiques tels que le gel, puis la sécheresse et le manque d'eau de cet été, ainsi que la prolifération d'un ravageur, la cécidomyie, contre laquelle il est urgent d'agir.»

Sans traitement efficace la lavande pourrait disparaître d'ici 2 ans

Alors que les produits phytosanitaires sont interdits et qu'il n'y a pas d'alternatives pour combattre [la cécidomyie](#), le sénateur réclame l'emploi des anciens produits, même si cela reste temporaire, dans l'attente de solutions efficaces, car, il l'affirme sans traitement phytosanitaire la lavande aura disparu d'ici 2 ans.

« Les produits phytosanitaires ne sont plus fabriqués, alors qu'aucune solution n'a été trouvée. Aussi convient-il de soutenir et de renforcer la recherche de méthodes alternatives efficaces ».

DR

Des propositions concrètes et une enveloppe de 10M€ pour soutenir la filière

Écrit par le 22 novembre 2024

«L'une des réponses élaborées pour répondre à cette grave crise a été d'envisager des mesures d'aide à l'arrachage dans les territoires de plaine où il est possible et rentable de planter des céréales», plaide le sénateur.

Sur l'initiative commune de [Marie-Pierre Monier](#) sénatrice de la Drôme, [Jean-Yves Roux](#), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence et [moi-même](#), le Sénat a voté à une large majorité, dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2022, la création d'une enveloppe budgétaire de 10M€, en vue d'aider à l'arrachage dans certaines zones.

Or, les services ministériels expliquent aux professionnels de la filière que la réglementation européenne relative à la concurrence pourrait interdire de mettre en œuvre de telles mesures, considérées comme une aide exclusive en faveur des lavandiculteurs français.

Toutefois, il semble que des solutions pourraient être trouvées, si les mesures d'arrachage interviennent dans le cadre d'une restructuration ou d'une diversification de la filière.»

Reach et CLP, la culture du paradoxe

La loi [Reach](#) (Enregistrement, évaluation et autorisations des produits chimiques) et le règlement [CLP](#) (règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges) rédigés par l'Europe mettent également à mal la filière de la lavande et du lavandin qui réclament leur révision pour tenir compte des spécificités des huiles essentielles.

«Sans cela, cette filière est vouée à disparaître, alors même qu'elle est en pleine dynamique de valorisation, comme en témoignent les démarches pour toiletter l'AOP (Appellation d'origine protégée) Huile essentielle de lavande de Haute-Provence, pour créer une IGP Lavandin de Provence ou encore pour lancer une demande de reconnaissance des 'paysages olfactifs et poétiques de la lavande' au patrimoine mondial de l'Unesco (Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture) a plaidé Marie-Pierre Monier, sénatrice de la Drôme auprès de la présidente, [Laurence Boone](#), secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargée de l'Europe.

Copyright Alain Hocquel, Vaucluse tourisme